



Déclaration FSU · CDEN de vendredi 17 octobre

Monsieur le Sous-Préfet, Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

« Zéro enfant à la rue », c'était une promesse gouvernementale en 2022... C'est elle qui est aujourd'hui à la rue et en échec. Le baromètre 2025 de l'Unicef constate que *le sans-abrisme des enfants est un phénomène en forte progression*. Dans notre département, les autorités sont régulièrement alertées. La convention internationale des droits de l'enfant est bafouée tant sur le droit au logement, que sur le droit à la culture, au sport, à la santé, à l'éducation, etc. L'École, parlons-en. Sommeil perturbé, fatigue en classe, inquiétudes et angoisses, incertitudes sur la possibilité matérielle de faire les devoirs sont autant de préjudices pour ces enfants qui sont avant tout des victimes. Des enfants qui ne peuvent se laver, s'habiller correctement et cachent souvent la réalité de leur situation parce qu'ils ont honte. Ces conditions de vie font obstacle aux apprentissages. Si nous vous remercions d'accéder à une demande d'audience, nous sommes très inquiet-es pour les familles, ces enfants, nos élèves quant à la situation des personnes hébergées dans les structures du SIAO-115 dans les villes de Beauvais, Compiègne, Creil, Nogent-sur-Oise. Il a en effet été demandé de mettre fin à l'hébergement durable (en hôtel par exemple) qui serait remplacé par une mise à l'abri par rotation à la semaine dans le même secteur (ou pas). Les conditions de vie étaient déjà extrêmes, elles le seront encore plus. Cela remettrait grandement en cause la scolarité de ces enfants dans leurs écoles, leurs collèges ou leurs lycées, et cela dégraderait leur santé physique et mentale, etc. Nous vous demandons solennellement de revenir sur ce projet.

Nous rencontrons monsieur le Préfet le 18 septembre dernier après que le mouvement social ait fait tomber de Matignon François Bayrou. Nous nous revoyons aujourd'hui après 2 autres gouvernements et malheureusement les mêmes logiques à l'oeuvre. L'annonce de la « suspension » (ou plutôt d'une "translation") de la réforme des retraites jusqu'aux prochaines élections présidentielles ne répond en rien aux attentes. Concrètement, cela signifierait, si l'amendement gouvernemental tient jusqu'au terme d'une navette parlementaire à l'issue incertaine, et s'il n'est pas censuré par le Conseil constitutionnel, que les générations nées en 1964 et en 1965 auront la possibilité de partir avec comme âge légal de départ 62 ans et 9 mois, et 170 trimestres de cotisation. Et les autres ? La réforme n'est pas suspendue, et encore moins abrogée, elle n'est que décalée à 2028 et son abandon conditionné aux conclusions d'une « Conférence sociale » qui, comme le conclut le dernier printemps, exclut les fonctionnaires des discussions sur les retraites, tout en ramenant par la fenêtre la retraite par points et la capitalisation que nous combattons en 2019 juste avant le Covid. La FSU continue d'exiger l'abrogation de la réforme, la revalorisation des carrières, l'augmentation des salaires et des pensions des agent-es de la fonction publique et des mesures d'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Quant au budget de l'État et au budget de la Sécurité sociale déposés aujourd'hui, ils réaffirment clairement le choix politique de l'austérité et le refus d'augmenter les recettes de l'État par des mesures de justice fiscale. Ces choix sont dangereux pour la cohésion sociale. Gel du point d'indice, année blanche pour les pensions, remplacement de l'abattement de 10 % pour les retraité.es par un plafond de 2000 euros, gel des prestations sociales, doublement des franchises médicales, toujours 3000 suppressions de postes, dans les agences de l'État notamment, tout le projet du précédent Premier ministre y est ! Et ce n'est pas l'ersatz de taxe Zucman assortie de toutes les exonérations possibles qui fera illusion ! La FSU continue d'exiger un tout autre budget pour 2026. Les défis auxquels notre pays est confronté, la crise sociale, la crise climatique, la crise démocratique exigent de mieux répartir les richesses, de renforcer les services publics, de reconnaître le rôle incontournable des agent.es publics, de mieux rémunérer le travail, de se doter d'une protection sociale de haut niveau et d'en garantir l'accès universel.

Comme vous le savez, une grande manifestation était organisée entre Thourotte et Cambronne-lès-Ribécourt ce samedi. Cette mobilisation a rassemblé plus de 2000 personnes contre ce projet fou, passéiste qu'est le Canal Seine Nord Europe. La presse nationale s'empare de ces enjeux et c'est tant mieux . Vous nous direz "mais que vient faire ce discours au CDEN - Conseil Départemental de l'Éducation Nationale ?". Ne vous inquiétez pas, la FSU vous explique. Un partenariat a été mis en place entre la Société du Canal Seine Nord Europe et l'Éducation Nationale (l'Académie d'Amiens) faisant ainsi le choix de se ranger et de soutenir ce projet antisocial, écocide, pharaonique et inutile. L'École doit être le vecteur de l'émancipation, pas de la mondialisation. En période d'austérité budgétaire, les soutiens nationaux et régionaux allouant 10 Milliards d'euros à ce projet seraient mieux inspirés de se porter sur les Services publics, l'École publique, l'Hôpital public.

La Région, parlons-en aussi, puisque qu'une attaque informatique rend impossible le bon fonctionnement de 80% des lycées des Hauts-de-France. Réseau internet coupé, gestion du service de restauration et gestion des absences impactées, secrétariats administratifs et pédagogiques souvent à l'arrêt, communication interne impossible, messagerie académique inaccessible, accès à *Pronote* compliqué, ou via des appareils personnels des enseignant-es, interdiction d'allumer les ordinateurs dans les salles, photocopieurs en réseau parfois à l'arrêt... etc. La cause ? Ce ne sont pas les Soulèvements de la terre mais qui ? Et pourquoi ? Peu importe ? Cela aurait pu être évité ? On ne sait pas. Force est néanmoins de constater qu'on est loin de l'efficacité promise à l'époque avec la "solution Microsoft". Nous avons, plus que jamais, besoin de services publics forts et protecteurs et non de firmes capitalistes qui n'ont pas ces valeurs.

La FSU réaffirme que les priorités doivent être les services publics, vecteurs d'égalité et d'équité, l'École Publique, vectrice d'émancipation et les agent-es qui les portent au quotidien.